

La Russie de Vladimir Poutine

Un pays tiraillé entre progrès et corruption

La gouvernance informelle russe

Petr Bizyukov

[IEA de Nantes, 2013-2014]

Petr Bizyukov est diplômé de l'université de Kémérov, spécialiste d'économie du travail. Ses recherches portent sur le problème des manifestations sur le travail, le mouvement ouvrier indépendant et les nouveaux syndicats. Il a notamment publié avec E.S. Gerasimova et S.A. Saurin *Personnel leasing: consequences for workers*, Center for social and labor rights, Moscou, 2012, et *How to protect labor rights in Russia: collective protests and their role in regulation of labor relations*, Center for social and labor rights, Moscou, 2011.



Petr Bizyukov, 2013 ©ChDeiry

LA RUSSIE SOUS LE JOUG DE POUTINE

La Russie actuelle est un régime autoritaire ou une dictature douce, ambivalence due à l'illusion démocratique et d'État de droit qu'elle entretient en dépit des répressions contre l'opposition. Plusieurs politologues russes évoquent souvent l'aspect trompeur de l'organisation du pouvoir russe : pendant les élections, toutes les procédures sont respectées et il n'est pas possible de voter sans sa carte d'identité et sa carte d'électeur. Mais d'un autre côté, les membres de la commission électorale peuvent ajouter des bulletins de vote pour leur parti ou candidat favori, ou modifier les règles électorales afin de bloquer l'élection des partis d'opposition ou de politiciens indésirables. Il existe de nombreuses preuves d'irrégularités commises dans les bureaux de vote, mais tout ceci est parfaitement occulté. Il est même possible d'interjeter appel des irrégularités, mais l'appel sera examiné par ceux même qui en sont à l'origine, et la cour ne sera d'aucune aide : juges et membres des commissions électorales servent les organes de l'État.

Les exemples de subordination judiciaire sont nombreux. Le dernier exemple en date est celui du procès d'un célèbre politicien, Alexander Navalny, impliqué dans une vaste entreprise de détournement d'argent. Premièrement condamné à 5 ans de prison, il a été blanchi par le bureau du procureur et a pu se présenter en tant que candidat au poste de maire de Moscou qu'il a remporté malgré de nombreuses irrégularités. En 2016, la Cour européenne des droits de l'homme, saisie par A. Navalny, a condamné la Russie pour détention arbitraire et procès inéquitable ; jugement cassé par la Cour suprême russe qui renvoie à un nouveau procès. Il y a peu, Navalny a à nouveau été jugé coupable de détournement de fonds et de fait est à nouveau inéligible.

Pourquoi tout ceci ? Parce que l'ampleur de la corruption, du vol et de la prise de décision inefficace est immense, et que perdre le pouvoir signifierait pour la plupart des dirigeants perdre leur liberté.

.....

La majorité de l'élite de Poutine est fortement liée à l'Occident: ils recherchent le confort et la stabilité de l'Occident, tout en en privant la majorité de la population russe.

.....

Cette situation est notamment entretenue par le fait que les principales ressources budgétaires de la Russie viennent des exportations de pétrole et de gaz, les impôts des particuliers et des entreprises ne représentant qu'un faible pourcentage. En effet, selon les estimations des économistes, le chiffre d'affaires des hydrocarbures a dépassé les 3 trilliards de dollars au cours des quinze dernières années. Mais cette « pluie d'argent » ne s'étend pas sur l'ensemble du pays: l'« effet de retombée économique », système économique qui soi-disant prévaut en Russie, a échoué car la

grande majorité des revenus profite aux élites, tandis que les populations plus modestes en profitent de moins en moins. Fin 2016, selon les experts internationaux, 14 % de la population pouvait être considérée comme pauvre, avec des projections atteignant 24 % si rien n'est fait.

Dans la Russie post-soviétique, les citoyens ne peuvent pas se battre efficacement pour leurs droits et intérêts. Tout a commencé dans les années 1990 avec Boris Yeltsin et la mise en place de nombreuses interdictions relatives aux administrations publiques, syndicats et partis politiques. Au cours de cette période, l'activité politique des citoyens, la liberté d'expression, les organisations et réunions ont été limitées par la loi. Et cette tendance s'est encore renforcée dans les années 2000, où les petites réunions de quartier ne peuvent désormais plus se tenir sans approbation administrative préalable – excessivement lente à obtenir. Cette limitation des libertés s'observe particulièrement bien dans le cas des syndicats, qui constituent encore la plus grande organisation publique du pays, représentant plus de 20 millions de personnes. Le droit social ne protège pas les militants syndicaux, et les syndicats minoritaires n'ont pas le droit de participer aux négociations des conventions collectives, la loi n'accordant ce bénéfice qu'aux syndicats officiels. Dès lors, les problèmes qui restent sans accord deviennent soit particulièrement conflictuels, soit restent sans solution. En outre, le démarrage d'un conflit social et l'organisation d'une grève requièrent des procédures difficiles et longues. Il faut plusieurs semaines pour remplir toutes les conditions et

organiser une grève légale, et à tout moment l'employeur peut perturber le processus, obligeant alors à tout recommencer. Les syndicats sont généralement d'accord pour dire que les grèves sont autorisées par la loi, mais c'est un droit impossible à utiliser.

Pourquoi la majorité de la population soutient-elle Poutine? La réponse est assez simple: on ne peut pas faire autrement. Le système politique actuel empêche toute action indépendante. Il est très difficile de gérer, et psychologiquement difficile d'admettre, l'incapacité d'influer – même faiblement – sur la situation, car ce serait admettre que tout est subordonné au système. Il n'y a donc qu'une seule issue: accepter que tout ce qui se passe soit normal et dénoncer l'ennemi.

L'ennemi, en l'espèce, c'est l'Occident, qui veut détruire les fondations nationales de la Russie et mettre la main sur les ressources naturelles, mais aussi les ennemis de l'intérieur qui sont à leurs ordres. Une profonde foi dans le « caractère russe », stimulée par la propagande, se transforme alors en lutte vis-à-vis de l'extérieur et des dissidents intérieurs. Le régime de Poutine utilise à la perfection ce sentiment avec l'organisation de JO militaires, avec la militarisation de la société, et en détournant constamment l'attention et l'intérêt du peuple. Ainsi, les thèmes principaux de dialogue avec la population ne sont pas la modicité du niveau de vie, la dépression économique ou la dégradation généralisée des infrastructures sociales, mais la politique du gouvernement ukrainien, les scandales de dopage dans le sport, le succès de Donald Trump, etc.

La Russie d'aujourd'hui, où Poutine et ses proches tentent de rester au pouvoir aussi longtemps que possible, cache une profonde fracture interne. L'abondance des ressources, le niveau élevé d'éducation, les valeurs fondamentales européennes font que la Russie peut être un pays moderne et prospère et fasse partie intégrante du monde civilisé. Ainsi, la majorité de l'élite de Poutine est fortement liée à l'Occident: ils y cachent l'argent volé à la Russie, achètent des villas et appartements, envoient leurs enfants y étudier et vivre. Ils recherchent le confort et la stabilité de l'Occident, tout en en privant la majorité de la population russe. La probabilité d'une issue dramatique ne cesse de croître. Il est impossible que la situation continue de se détériorer encore longtemps, et de nombreux experts prédisent que la Russie va subir de gros changements, sans savoir la direction que prendraient ces évolutions.

.....

Pour aller plus loin

Retrouvez l'article de Petr Bizyukov, ainsi que des contenus et références complémentaires sur fellows.rfiea.fr

Alena Ledeneva

[IEA de Paris, 2013-2014]

THREE OBSTACLES TO THE CHANGE OF PUTIN'S SISTEMA

Putin's regime has been commonly referred to as neo-Soviet, competitive-authoritarian or post-modern dictatorial. I argue that Putin's system of governance – *sistema* – goes deeper and far beyond the Soviet system of governance. It may function with some elements from the 'administrative-command' system of Brezhnev's socialism, effective for mobilising elites, electorate and allocating resources, but is adjusted to present-day objectives and priorities. There are also significant differences: the party ideology has given place to market interests, state property to privatised assets, informal exchange of favours to monetised kickbacks, planning to the constraints of global finance, local-bound infrastructure to hi-tech technologies and overtly command methods to more subtle informal signals. **Hence, although the collapse of the Soviet Union provides a starting point for assessing continuity and change in sistema, practices of informal governance at its foundation have been known and reproduced for centuries: feeding (*kormlenie*), joint responsibility (*krugovaya poruka*), and creation of formal façades (*potemkinskie derevni*). These patterns continue to be used and function effectively for the purposes of co-optation, control and camouflage in sistema reproduction.**

In the late middle ages the term feeding (*kormlenie*) was used to describe a method by which Russian rulers rewarded the military and government elite with exclusive rights to temporarily exploit regional constituencies for private needs. Usually the rewarded official spent a few years running the constituency (the size and wealth of which reflected the

Alena V. Ledeneva est professeur de science politique, School of Slavonic and East European Studies, University College London, UK. Elle est diplômée d'économie de la Novosibirsk State University (1986) et de théorie sociale et politique de Cambridge University. Elle dirige actuellement *the Global Informality Project* : www.in-formality.com. Elle a notamment publié *Can Russia Modernise?* (Cambridge University Press, 2013); *How Russia Really Works* (Cornell University Press, 2006); et *Russia's Economy of Favours* (Cambridge University Press, 1998).

person's closeness to the Moscow ruler), filled his coffers, and returned to the court to resume military or administrative service. Although the official had almost unlimited power over the constituency there were some unwritten rules that regulated the types and amount of 'feeds' he could extract from the managed territory. As a Russian joke has it, state officials are caught not for stealing but for stealing too much for their rank. The legacy of feeding as the life-support system for officials—who quite literally 'fed' from their place in the state hierarchy—lasted well beyond the 1555 decree on the abolition of feeding and other land reforms initiated by Ivan IV (the Terrible), which made the practice illegal but did not eradicate it.

On the individual level, the logic of giving (being given an opportunity to feed) merged with the logic of taking (taking an opportunity to feed), especially under socialism, where the give-and-take practices were exercised at the expense of state property or public resources. The personalized system of allocation, the culture of privileges, and the Soviet-style centralized redistribution principles have promulgated free-riding, which became most pronounced in Putin's Russia in the form of kickbacks and *sistema* raiding (acts of depriving business owners of their business using threats of state persecution, often covered with the rhetoric of patriotism), as well as dynasties of power succession.

Joint responsibility (*krugovaya poruka*) is yet another traditional form of governance in Russia, where one is responsible for all and all are responsible for one. The Russian state used *krugovaya poruka* for tax collection, army conscription, and crime control. Whenever the peasant community was not able to deliver payment, a recruit, or a criminal, the whole community was punished. Pressed together *vis-à-vis* the state, peasant communities enforced vigilance, informal punishment, and peer control that limited individual rights for the sake of collective well-being. *Krugovaya poruka* was formally abolished as part of the liberal reforms by Prime Minister Pyotr Stolypin in 1903 (in effect from 1905), yet in practice it continued to mould people's strategies of survival in the face of an oppressive state, on the one hand, and rulers' reliance on traditional forms of control in unmanageable or unstable settings, on the other.



Alena Ledeneva, 2013 © ChDolory

The use of the gap between the formal *façades* and the informal workings of power, known as Potemkin villages, is the third feature of traditional governance. Historically, Potemkin villages are associated with the legend of creative accounting by Count Potemkin, who built *façades* of fake villages along the journeying path of Catherine the Great, as well as with the virtual nature of postcommunist reforms and privatization. In preparation for the 2018 World Cup in Russia, one can trace similar *façades* around the football stadiums, built and re-built again with yet additional budget. But there are serious implications of such scandals for the society's tolerance of such practices. The competence of distinguishing *façades* from what is behind them is an important practical norm grasped in such popular wisdom as "Russia is a country of unread laws and unwritten rules" or "**the imperfection of our laws is compensated for by their nonobservance**". Russian cultural tradition separates the concept of justice from that of formal law, which is highlighted by the diverging connotations of *spravedlivost'* (justice) and *zakonnost'* (lawfulness). The duality of norms, the gap between the formal and informal, and the arbitrary nature of their application make such practical norms an indispensable know-how of understanding not only Russian domestic, but now also foreign policy.

To sum up, **Russia cannot modernise its full potential unless these issues of informal governance are articulated and reformed**. Modernising leaders' networks by gradually reducing their use, or even by self-awareness of informal governance, has a theoretical potential of changing *sistema* from the inside. In practice, however, standing up for integrity and universal values does not make a viable position in Russia, where 'beating the system' and 'privileged access' remain both national sport and survival strategy. It is essential not to overstate the personalisation of *sistema* as it is not really controlled by Putin, even though he helped shape it by mobilising his personal networks.

Leaders are 'locked' into their networks while relying on them in performing their public functions and satisfying their private needs. The leader of *sistema* therefore is also its hostage. It is important that the so-called 'non-system' opposition propagates an elimination or replacement of Putin's networks, rather than rejecting the network-based system of governance as such. The protests are pitched more against Putin than against the time-tested foundations of *sistema*.

Russian history teaches us, however, that gaining power within *sistema* is not in itself a guarantee of future positive change.

4 instituts d'études avancées
en réseau
IMÉRA, IEA d'Aix-Marseille
Le Collegium, IEA de Lyon
IEA de Nantes
IEA de Paris

Direction éditoriale:
Olivier Bouin
François Nicoullaud



Fondation RFIEA
Contactez-nous!
Julien Ténédos
contact@rfiea.fr
01 40 48 65 57



rfiea.fr
54 boulevard Raspail
75 006 Paris

Pour aller plus loin

Retrouvez l'article d'Alena Ledeneva, des contenus et références complémentaires sur fellows.rfiea.fr



JUSTICE: ÉTAT DES SAVOIRS. DE LA RESPONSABILITÉ

Organisée par le Secrétariat général du Ministère de la Justice et l'EHESS, avec le soutien de l'IEA de Paris, la journée a pour objectif de poursuivre la construction d'un état des savoirs sur la

justice par une coopération et un dialogue régulier entre le monde de la recherche et celui de la justice. La journée est destinée à améliorer l'accès à la connaissance des études et recherches réalisées avec l'appui du ministère, et des recherches de sciences sociales.

IEA de Paris

16 juin 2017, 17 quai d'Anjou, 75004 Paris

COLLOQUE

Pierre Musso (IEA de Nantes), professeur à l'université de Rennes 2 et à l'École Télécom Paris Tech, et **Alain Supiot** (IEA de Nantes), Professeur au Collège de France, organisent le colloque intitulé **Qu'est-ce qu'un régime de travail réellement humain?** en coordination avec la chaire *État social et mondialisation: analyse juridique des solidarités* du Collège de France et avec le soutien de l'Agence Nationale de la Recherche, du Bureau International du Travail et de la Fondation Gabriel Péri.

Centre Culturel International de
Cerisy-la Salle

Mardi 4 et mardi 11 juillet 2017

Le Château - 50210 Cerisy-la-Salle

SÉMINAIRE

Les Objectifs de développement durable (ODD) sont un appel mondial à **agir pour éradiquer la pauvreté, protéger la planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité**. La deuxième école d'été des ODD aura lieu du 2 au 6 juillet 2018. Elle sera centrée sur l'ODD 13, relatif à la lutte contre les changements climatiques, et ses liens avec les autres ODD. Au terme de cette seconde école d'été, la journée du 7 juillet 2017 rassemblera des experts de haut niveau sur les liens entre changements climatiques, pauvreté et inégalités.

IMÉRA d'Aix-Marseille

7 juillet 2017, 9h - 17h

Villa Méditerranée, Esplanade du J4,
13002 Marseille